



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

associations

Question écrite n° 97127

Texte de la question

M. Jean-Louis Bricout attire l'attention de Mme la secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité réelle sur la réduction des différentes aides aux vacances alors même que celles-ci sont un extraordinaire levier de dynamisation et de cohésion dans notre société. Le budget d'action sociale de l'Agence nationale pour les chèques-vacances est d'environ 28 millions d'euros. Ce montant doit baisser d'un tiers d'ici à 5 ans comme le rappelle le Secours catholique et ses partenaires regroupés au sein du réseau « vacances combattre l'exclusion ». Les CAF (caisses d'allocations familiales) et les MSA (mutualité sociale agricole) proposent des aides aux départs en vacances particulièrement intéressantes pour les familles fragilisées. Cependant certains de ces organismes votent des budgets à la baisse rendant plus difficile l'accès aux dispositifs voire les faisant disparaître. À cela s'ajoute la disparité des politiques mises en œuvre par les différentes caisses. De fait l'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire n'est plus garantie. Considérant que les vacances constituent un droit reconnu aussi bien dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme que dans la Convention internationale des droits de l'enfant. En référence à l'article 140 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, il lui demande de bien vouloir lui indiquer ce qu'elle entend mettre en œuvre afin que ce droit puisse encore et toujours être garanti pour tous et partout.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Bricout](#)

Circonscription : Aisne (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 97127

Rubrique : Tourisme et loisirs

Ministère interrogé : Égalité réelle

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 juin 2016](#), page 5926

Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)